



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Unité départementale
du Havre**

Équipe territoriale

Le Havre, le 09/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/09/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCI AVL ENTREPÔTS (ex MLS)
N° portuaire 5555
Voie des Hérons
76430 SAINT VIGOR D'YMONVILLE

Références : 20220908_VI_AVL_Entrepôts_LeveeMED

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08 septembre 2022 dans l'établissement SCI AVL Entrepôts implanté voie des Hérons – 76430 ST VIGOR D'YMONVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif principal de la visite était de contrôler le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 05/05/2022 imposant à la SCI AVL Entrepôts de respecter des conditions de stockage imposées par la réglementation en vigueur.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCI AVL Entrepôts
- 5555 Voie des hérons 76430 Saint-Vigor-d'Ymonville
- Code AIOT dans GUN : 0005801157
- Régime : Enregistrement
- Activité principale : Entrepôt logistique

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Levée de mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conditions de stockage	AP de Mise en Demeure du 05/05/2022, article 1	/	Sans objet
2	Issues de secours	AP de Mise en Demeure du 05/05/2022, article 1	/	Sans objet
3	Local de charge	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 17 de l'annexe II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 5 mai 2022 sont considérées comme respectées.

L'inspection propose de lever les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 mai 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/05/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La SCI AVL ENTREPÔTS, [...], est mise en demeure de respecter [...] les conditions de stockage décrites au point 9 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
Constats : <u>Constats lors de la visite de mars 2022 :</u> L'inspection avait constaté : <ul style="list-style-type: none">- un îlot de surface supérieure à 500 m² (dans la cellule Nord, louée par la société EM LOG) : surface supérieure à 1000 m²,- des allées encombrées par de la marchandise,- des stockages en masse accolés aux parois et/ou aux éléments de structure du bâtiment. <u>Constat lors de la visite du 08/09/2022 :</u> L'exploitant a indiqué à l'inspection que le locataire (société EM LOG) de la cellule nord a cessé son activité sur le site AVL Entrepôt. Le jour de la visite, il restait peu de marchandises dans la cellule nord. La cellule sud est louée par la société GCA Supply. Le jour de la visite, l'inspection a constaté le respect du point 9 de l'annexe II (conditions de stockage) de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 : <ul style="list-style-type: none">- surface des îlots au sol inférieure à 500 m² ;- hauteur de stockage inférieure à 8 mètres ;- largeur des allées entre îlots de 2 mètres minimum. <u>Relevé de décision :</u> l'inspection considère comme respecté l'alinéa de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 5 mai 2022 rappelé ci-dessus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Issues de secours

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/05/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Issues de secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La SCI AVL ENTREPÔTS, [...] , est mise en demeure de respecter [...] les dispositions de l'article 4.3.14 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2002 en dégagant l'ensemble des issues de secours du bâtiment.
Constats : <u>Constat lors de la visite de mars 2022 :</u> La sortie de secours entre le local de charge du bâtiment et la cellule nord était encombrée de marchandise. Ce qui rendait l'ouverture de cette porte impossible. <u>Constat lors de la visite du 08/09/2022 :</u> Le jour de la visite, les issues de secours du bâtiment étaient dégagées. <u>Relevé de décision :</u> l'inspection considère comme respecté l'alinéa de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 5 mai 2022 rappelé ci-dessus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Local de charge

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 17 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Local de charge
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. [...] S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes).
Constats : <u>Constat lors de la visite de mars 2022 :</u> Des marchandises étaient stockées dans le local de charge. L'inspection demandait à l'exploitant de supprimer son stockage de matières combustibles du local de charge ou de déposer un porter à connaissance évaluant les risques liés à un stockage de combustibles dans cette partie du bâtiment. <u>Constat lors de la visite du 08/09/2022 :</u> Le local de charge était vide le jour de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet